



## REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

### **Nombre de conseillers en exercice : 33**

L'an deux mille vingt quatre, le seize décembre à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 10 décembre 2024 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

### **Présent(e)s : 24**

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Agnès SIBILLE, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Luc HEBERT, Andrée BAR, Aliko PERENDOUKOU, Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE

### **Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 8**

Édith LEROUX donne pouvoir à Agnès SIBILLE  
Jean-Pierre LAURENT donne pouvoir à Jérôme DUBOST  
Catherine OMONT donne pouvoir à Isabelle NOTHEAUX  
Philippe QUERNE donne pouvoir à Nicolas SAJOUS  
Virginie VANDAELE donne pouvoir à Fabienne MALANDAIN  
Corinne CHOUQUET donne pouvoir à Laurent GILLE  
Virginie LAMBERT donne pouvoir à Nicole LANGLOIS  
Agnès MONTRICHARD donne pouvoir à Arnaud LECLERRE

### **Excusé(e)s / Absent(e)s : 1**

Damien GUILLARD

### **Secrétaire de séance**

Aurélien LECACHEUR est désigné Secrétaire de séance

*La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*



## CONSEIL MUNICIPAL du 16 décembre 2024

**M\_DL241216\_196**

### FONCIER - CONTRAT DE PRET A USAGE AU PROFIT DE MONSIEUR ET MADAME PELTIER - SIGNATURE - AUTORISATION

**M. Aurélien LECACHEUR, Conseiller Municipal Délégué** – Lors du conseil municipal du 11 décembre 2023, une délibération a été prise pour autoriser Monsieur le Maire à signer un prêt à usage avec Monsieur et Madame PELTIER concernant les parcelles destinées à accueillir le projet de nouveau quartier en extension du quartier de la Belle Etoile et plus précisément les parcelles suivantes :

- Section AC n° 351 sis 55, rue du Manoir d'une contenance de 138 835 m<sup>2</sup> ;
- Section AC n° 353 sis Hameau de Fréville d'une contenance de 29 257 m<sup>2</sup> ;
- Section AC n° 355 sis Hameau de Fréville d'une contenance de 14 133 m<sup>2</sup> ;
- Section BE n° 1034 sis les Murets d'une contenance de 128 184 m<sup>2</sup> ;
- Section BE n° 1035 sis les Murets d'une contenance de 100 051 m<sup>2</sup> ;
- Section AC n° 114 sis Hameau de Fréville d'une contenance de 1 521 m<sup>2</sup> ;
- Section AC n° 44 sis Hameau de Fréville d'une contenance de 9 720 m<sup>2</sup> ;
- Section CI n° 667 sis Avenue de la Belle Etoile d'une contenance de 784 m<sup>2</sup>.

Ce prêt à usage était convenu pour une durée d'un an renouvelable, sur demande deux mois avant le terme du contrat.

Il est important de souligner que la Ville a lancé la phase opérationnelle de ce projet en délibérant son intention de créer la Zone d'Aménagement Concerté au Conseil Municipal du 30 septembre 2024.

La Ville a réceptionné le 31 octobre dernier, une demande de renouvellement de la part de Monsieur PELTIER, afin que lui soit autorisé la signature d'un prêt à usage à titre gratuit d'exploiter les parcelles énumérées ci-dessus à des fins d'exploitation agricole, dans les mêmes conditions.

De plus, Monsieur PELTIER fera très prochainement valoir ses droits à la retraite, avec une reprise très probable de l'exploitation par son/ses héritier(s). Afin que lesdites parcelles continuent à être exploitées tant que le projet de nouveau quartier n'est pas finalisé, il est proposé que Monsieur le Maire puisse signer un nouveau prêt à usage avec le(s) repreneur(s) de l'exploitation agricole pour une durée d'un an renouvelable sur demande de(s) l'exploitant(s) deux mois avant le terme du contrat.

**Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :**

#### LE CONSEIL MUNICIPAL,

- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L. 2122-21 ;
- VU** l'article L.2221-1 du Code général de la propriété des personnes publiques ;
- VU** les articles 1875 à 1891 du Code civil relatif au prêt à usage ;
- VU** la délibération du Conseil municipal du 30 septembre 2024 actant le lancement d'une concertation préalable pour la création d'une opération d'aménagement sous forme de Zone d'Aménagement Concerté
- VU** le courrier de demande de renouvellement reçu en Mairie le 31 octobre 2024.

#### CONSIDÉRANT

*La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérécour citoyens » accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*



- Qu'il est envisagé de renouveler le contrat de prêt à usage avec Monsieur et Madame PELTIER portant sur les parcelles destinées à accueillir le nouveau quartier en extension de la Belle Étoile ;
- Que Monsieur PELTIER fera prochainement valoir ses droits à la retraite et que ses héritiers vont reprendre l'exploitation familiale ;
- Qu'il est précisé que ce prêt à usage est conclu conformément aux articles 1875 à 1891 du code civil, pour une durée d'un an, aux conditions de droit commun ;
- Que les parcelles appartiennent au domaine privé communal.

**Sa commission municipale n°6, Attractivité du territoire et Urbanisme réunie le 11 décembre 2024, consultée ;**

VU le rapport de Monsieur **Aurélien LECACHEUR**, Conseiller délégué en charge de l'Urbanisme et de l'Habitat digne ;

**Après en avoir délibéré,**

### **DÉCIDE**

- **D'autoriser** Monsieur le Maire à signer le contrat de prêt à usage avec Monsieur et Madame PELTIER, à titre gratuit et pour une durée d'un an renouvelable sur demande deux mois avant le terme du contrat, aux conditions des articles 1875 à 1891 du code civil. Ce contrat vise à exploiter les parcelles agricoles suivantes :

- Section AC n° 351 sis 55, rue du Manoir d'une contenance de 138 835 m<sup>2</sup> ;
- Section AC n° 353 sis Hameau de Fréville d'une contenance de 29 257 m<sup>2</sup> ;
- Section AC n° 355 sis Hameau de Fréville d'une contenance de 14 133 m<sup>2</sup> ;
- Section BE n° 1034 sis les Murets d'une contenance de 128 184 m<sup>2</sup> ;
- Section BE n° 1035 sis les Murets d'une contenance de 100 051 m<sup>2</sup> ;
- Section AC n° 114 sis Hameau de Fréville d'une contenance de 1 521 m<sup>2</sup> ;
- Section AC n° 44 sis Hameau de Fréville d'une contenance de 9 720 m<sup>2</sup> ; -
- Section CI n° 667 sis Avenue de la Belle Etoile d'une contenance de 784 m<sup>2</sup>.

- **D'autoriser** Monsieur le Maire à signer le prêt à usage avec le(s) héritier(s) de Monsieur PELTIER en cas de reprise de l'exploitation agricole durant la période du présent prêt à usage ;

- **D'autoriser** Monsieur le Maire à signer le renouvellement du prêt à usage avec Monsieur et Madame PELTIER, pour une durée d'un an, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025.

**Sans incidence budgétaire**

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.**

Pour : 32

Contre : 0

***Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.***

***Pour extrait conforme au registre dûment signé.***



*La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*



Envoyé en préfecture le 19/12/2024

Reçu en préfecture le 19/12/2024

Publié le 19/12/2024

**webdelib**

ID : 076-217604479-20241217-M\_DL241216\_196-DE

*La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*